

PANORAMA

Octobre 2015

Baromètre des risques sectoriels dans le monde

LES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE COFACE

Par les économistes du Groupe Coface



Dans un contexte de croissance stable à un niveau relativement bas, les dynamiques sectorielles mondiales sont contrastées.

Nous analysons dans ce panorama l'évolution de cinq secteurs majeurs : l'automobile, l'énergie, les métaux, les technologies de l'information et de la communication (TIC), le papier-bois et ce, en Amérique du Nord, en Asie émergente et en Europe de l'Ouest.

Le secteur automobile est dans la bonne direction en Amérique du Nord. L'Europe de l'Ouest prend le même chemin, mais le scandale Volkswagen jette une zone d'ombre, dont les conséquences ne sont pas encore très précises. L'Asie émergente, elle, doit répondre aux défis que pose la décélération de l'activité économique de la Chine. Coface considère que les possibles conséquences de ce ralentissement augmentent le risque lié à ce secteur en Asie émergente, qui devient modéré.

La nouvelle baisse du cours du pétrole conduit Coface à dégrader le secteur de l'énergie dans les trois zones étudiées, qui représentent désormais un risque élevé. Les grands groupes pétroliers reconsidèrent en effet leurs investissements et affaiblissent ainsi les entreprises parapétrolières. En Asie émergente, le risque est moindre pour les entreprises publiques. L'Europe de l'Ouest souffre des plans de réduction de coûts et des investissements et le secteur est au bord de l'asphyxie en Amérique du Nord.

Le secteur de la métallurgie doit, lui aussi, faire face à la baisse des cours. En Europe de l'Ouest, il bénéficie toutefois du dynamisme des ventes automobiles. L'Asie émergente, où le risque est toujours très élevé, se heurte à la persistance d'importantes surcapacités et l'Amérique du Nord souffre du ralentissement des investissements pétroliers.

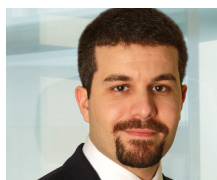
Un léger vent d'optimisme flotte sur le secteur du papier-bois, même si les questions de surcapacités et de concurrence des supports électroniques sont toujours d'actualité. L'activité de ce secteur est toujours en demi-teinte en Europe de l'Ouest. Elle est dynamisée en Asie émergente par la transformation de bois à l'export et elle est toujours gênée par la baisse de la consommation de papier en Amérique du Nord.

Enfin, la seule vraie bonne nouvelle du trimestre provient du secteur des TIC en Europe de l'Ouest où la demande est soutenue grâce à une consommation privée plus vigoureuse, ce qui amène Coface à considérer que le risque se réduit et devient moyen. En Asie émergente, les TIC souffrent toujours du ralentissement économique en Chine, mais d'autres relais de croissance existent. En Amérique du Nord, ils font face à de fortes pressions concurrentielles.

OCTOBRE 2015

BAROMÈTRE SECTORIEL

PAROLES D'ÉCONOMISTES



Khalid AIT YAHIA
Économiste



Guillaume BAQUE
Économiste



Guillaume RIPPE-LASCOUT
Économiste

EVALUATIONS COFACE DU RISQUE SECTORIEL			
Secteurs	Amérique du Nord	Asie émergente	Europe de l'Ouest
Agroalimentaire			
Automobile			
Chimie			
Construction			
Distribution			
Énergie			
Mécanique			
Métallurgie			
Papier-bois			
Pharmacie			
Services			
Textile-habillement			
TIC *			
Transport			

Source : Coface

Risque faible Risque moyen Risque élevé Risque très élevé

Le risque s'est amélioré

Le risque s'est détérioré

* Technologie de l'information
et de la télécommunication

Méthodologie d'évaluation Coface du risque sectoriel

Les évaluations Coface se fondent sur des données financières publiées par plus de 6 000 entreprises cotées, issues de trois grandes zones géographiques : l'Amérique du Nord, l'Asie émergente et l'Union européenne à 15.

Notre indicateur statistique de risque de crédit synthétise simultanément les évolutions de cinq indicateurs financiers (évolutions du chiffre d'affaires, de la profitabilité, du taux d'endettement net, du *cash-flow*, et de la sinistralité observée par notre réseau).

1 AUTOMOBILE

La croissance des ventes d'automobiles en Chine, bien que toujours positive, est désormais loin d'atteindre les niveaux à deux chiffres connus par le passé. On peut parler d'une « nouvelle norme » qui contraint les constructeurs et les autres acteurs de la filière à s'adapter pour demeurer compétitifs. Le secteur automobile américain reste, quant à lui, sur une pente ascendante et la reprise se confirme en Europe de l'Ouest, mais le scandale qui touche le premier constructeur automobile mondial, Volkswagen, risque de la freiner.

AMÉRIQUE DU NORD

Un secteur sur la bonne direction

Les ventes de véhicules augmentent toujours aux Etats-Unis, avec une croissance de 2,9% en août 2015 sur un an. Elles atteignent 17,7 millions, soit le niveau le plus élevé depuis juillet 2005.

La dynamique des ventes de véhicules haut de gamme est particulièrement positive, grâce à des octrois de prêts plus longs (plus de 72 mois en moyenne) accompagnés de taux toujours bas. Entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2014, les bénéfices de GM ont quadruplé et ceux de Ford ont augmenté de 44%. La robustesse de ces bénéfices est aussi due à l'engouement des américains pour les SUV et pickups, aux marges plus élevées.

Néanmoins, le marché est porté par un accès facile au crédit et l'engouement des prêteurs pour les emprunteurs catégorisés *subprime* ⁽¹⁾. Deux tendances qui sont un facteur de risque à moyen terme, surtout dans un contexte de resserrement attendu des taux par la Fed.

Le risque demeure faible

ASIE ÉMERGENTE

La décélération chinoise

La croissance des ventes automobiles en Chine ralentit à 2,6% sur les huit premiers mois de 2015. La situation devient donc délicate pour les acteurs de la filière, et pour certains constructeurs mondiaux qui tirent leur profitabilité de ce grand marché. La concurrence devient de plus en plus forte, avec des baisses de prix, des financements à taux zéro et même des reprises d'anciens véhicules à prix plus élevés. Ces pratiques permettent d'écouler une partie des stocks, mais pénalisent la rentabilité des acteurs, en particulier certains concessionnaires qui sont soutenus par les constructeurs. A cela s'ajoute les contraintes environnementales qui pèsent sur les ventes. Nous révisons notre appréciation du risque en moyen, car cette « nouvelle norme » intervient dans un contexte de ralentissement général de l'économie chinoise avec une croissance attendue de 6,7% en 2015 et 6,2% en 2016.

Le risque augmente et devient moyen

EUROPE DE L'OUEST

Une reprise masquée par le scandale Volkswagen

L'Europe de l'Ouest reste sur sa lancée, les immatriculations ayant augmenté en août 2015 de 11,2% sur un an, dans la lignée des mois de juin et juillet (14,6% et 9,5%). Une embellie principalement due à la reprise de la croissance européenne, à une meilleure discipline sur les prix (car la guerre des prix s'atténue), et à des programmes de réduction des coûts strictement suivis.

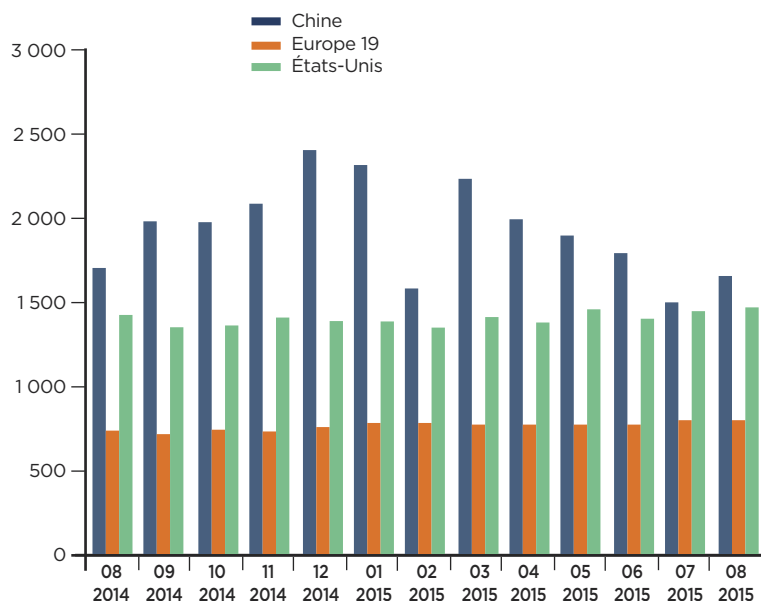
Néanmoins, l'affaire qui touche le géant Volkswagen contrebalance cette embellie. Ce groupe, devenu récemment le premier constructeur mondial, affirme en effet que près de 11 millions de véhicules sont concernés dans le monde. Ce scandale risque aussi de porter un coup rude aux spécialistes du diesel sur ce continent, dont les capitalisations s'effondrent. Son coût financier est encore inconnu, mais il ne sera pas sans impact pour la région. Le secteur automobile européen représente 4% de son PIB. Et près de 41% du parc automobile européen a une motorisation diesel (en 2014), et 53% des immatriculations européennes concernent cette technologie (en 2014).

Les conséquences pour les pays d'Europe centrale sont aussi préoccupantes. Ces derniers sont en effet fortement dépendants du groupe Volkswagen, notamment la République tchèque (53% des véhicules qui y sont assemblés le sont pour ce groupe), la Slovaquie (40%) et la Pologne (23%). La Hongrie, de son côté, produit des moteurs (près de deux millions) dont l'un des composants incriminés y est inclus. Il faudra aussi surveiller les effets sur l'image des constructeurs, au moment où la technologie diesel a moins le vent en poupe en Europe, et notamment en France.

A cela s'ajoute les effets du ralentissement chinois sur la profitabilité des acteurs européens, fortement impliqués sur ce marché. Ainsi selon IHS, Volkswagen vend 40% de ses véhicules en Chine, PSA 26%, BMW 24% et Daimler 18%.

Le risque demeure élevé

Ventes automobiles mensuelles aux Etats-Unis, en Europe à 19 et en Chine
(en milliers de véhicules)



Sources : Statista, CAAM, ECB, BEA

(1) Présentant un risque de défaut de paiement de leurs mensualités élevé.

2 ENERGIE

Le secteur est pénalisé par la chute du prix du pétrole (-59% entre juin 2014 et le 24 septembre 2015 pour le baril de Brent). Pour pallier la baisse concomitante de leur trésorerie, les grandes compagnies pétrolières (les *majors*) ont reconsidéré leurs projets d'investissement, de nombreux gisements n'étant plus assez rentables avec un cours inférieur à 60\$ le baril. Ils ont ainsi limité leurs dépenses en extraction-production (EP), ce qui a affecté les entreprises sous-traitantes.

Il s'avère que certains acteurs dans les pétroles de schiste ont réussi à s'adapter à cette chute, en diminuant leurs coûts de production de façon drastique (environ 20%). Toutefois, cela risque de ne pas être suffisant vu la période de volatilité des prix du brut dans laquelle nous nous trouvons. Coface prévoit que le prix du pétrole brut sera proche de 56\$ le baril en moyenne en 2016.

AMÉRIQUE DU NORD

Un secteur au bord de l'asphyxie

Comme leurs consœurs européennes, les compagnies opérant dans l'exploration-production aux Etats-Unis ont décidé des coupes drastiques dans leurs investissements. Leur niveau d'endettement est en outre une source de risques. L'*Office of the Comptroller of the Currency*, l'autorité qui supervise la régulation bancaire dans ce pays, s'inquiète auprès des prêteurs de la faiblesse des entreprises pétrolières. En effet, ces dernières utilisent leurs réserves en tant que collatéral

dont la valeur chute depuis plus d'un an. Enfin, les entreprises parapétrolières sont toujours dans une situation délicate, du fait de programmes drastiques de réduction des coûts lancés par les entreprises pétrolières. Ainsi, les compagnies d'hydrocarbures de schiste ont réussi à diminuer leur « point mort »⁽²⁾ de 20% depuis juin 2014, soit autant de revenus en moins pour les contractants. En outre, le nombre de puits en activité dans l'exploitation pétrolière aux Etats-Unis a chuté de 60% entre les mois de septembre 2014 et 2015. Enfin, bien que la production ait reculé de 5% entre juin et septembre 2015, les stocks de *Cushing*⁽³⁾ sont toujours élevés, de l'ordre de 57 millions de barils à fin septembre 2015. L'offre est toujours supérieure à la demande, et exerce des pressions à la baisse sur les prix.

Le risque augmente et devient élevé

ASIE ÉMERGENTE

Un risque moindre pour les entreprises publiques

Les producteurs les plus importants de la région sont dans l'ordre la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Malaisie. Leurs principales compagnies pétrolières sont touchées par la chute des cours, même si leur caractère public leur assure une plus grande protection. Néanmoins, leur exposition au gaz les rend aussi fragiles, car les prix du gaz dans cette région du monde ont baissé de 65% pour atteindre 7\$ Mmbtu (contre un plus haut à 20\$ en janvier 2014).

Pour les acteurs n'ayant pas accès à des financements de banques publiques, les effets de la baisse du brut risquent d'être aussi importants que pour leurs consœurs d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest.

Le risque augmente et devient élevé

EUROPE DE L'OUEST

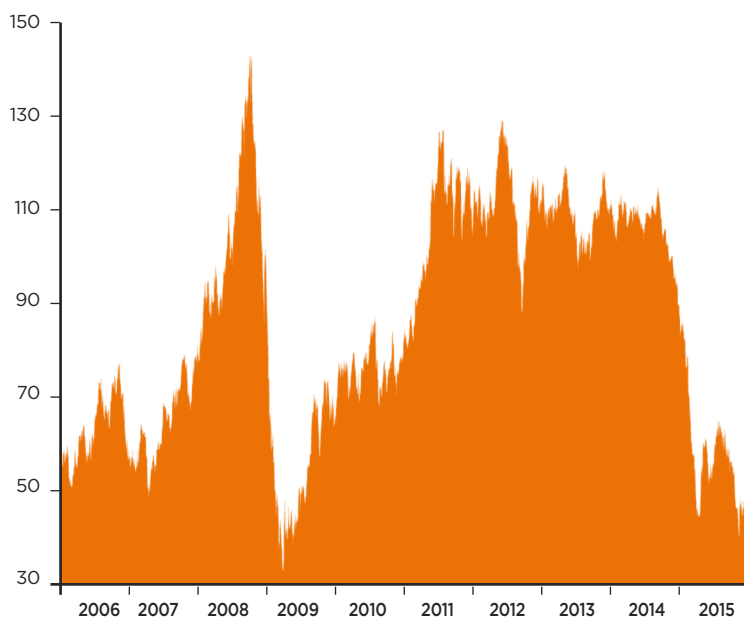
Réduction des coûts et des investissements

Les principales compagnies européennes d'exploration-production souffrent de la chute des cours du brut. Pour préserver leur trésorerie, elles opèrent des coupes dans leur programme d'investissements (baisses variant, selon Platts, de 10% à 30%).

A cela s'ajoute l'arrêt du développement de l'exploitation du gaz de schiste dans plusieurs pays européens, concomitant à l'importation de gaz liquéfié en provenance des Etats-Unis. L'activité des sociétés parapétrolières est donc pénalisée, avec à la clé des fusions-acquisitions et des programmes de réduction des coûts, d'autant plus qu'elles avaient investi massivement lorsque les cours étaient au plus haut.

Le risque augmente et devient élevé

Prix du pétrole
(en dollar par baril de Brent)



Source : Platts

(2) Prix du baril auquel ces compagnies ne font ni bénéfices ni pertes.

(3) Place majeure d'échanges de produits pétroliers où les prix wti sont déterminés.

3 MÉTALLURGIE

La croissance de l'économie mondiale manque de vigueur (+2,6% en 2015 selon Coface, contre +2,7% en 2014). Dans ce contexte de demande relativement atone, les prix des principaux métaux baissent depuis début 2014. Le secteur souffre donc de surcapacités qui créent une distorsion entre l'offre et la demande. En effet, avant la crise, de nombreux projets d'investissements ont vu jour pour répondre à la demande des pays émergents, notamment celle de la Chine, devenue le premier consommateur et producteur des principaux métaux (nickel, aluminium, zinc, etc.). Or, l'économie chinoise montre des signes de ralentissement depuis 2014, ce qui crée des doutes sur sa consommation en minerais et provoque mécaniquement de vives tensions sur les prix. Ce ralentissement devrait se poursuivre selon Coface pour qui la croissance devrait être de 6,7% en 2015, et 6,2% en 2016, contre 7,3% en 2014. Dans ce contexte de surcapacités au niveau mondial, huit associations de producteurs de métaux réparties à travers le monde se sont exprimées conjointement en juin dernier pour accuser la Chine de déstabiliser le marché en augmentant ses capacités de production et en subventionnant ses exportations de métaux et ce, dans un contexte de réduction de la croissance mondiale.

La consommation mondiale en acier a crû à un rythme faible de 0,6% en 2014 et devrait être de 0,5% en 2015⁽⁴⁾. Côté production, un trou d'air se fait ressentir sur les huit premiers mois de l'année avec une baisse de 2,3% par rapport à la même période en 2014. Les principaux producteurs de minerai de fer se focalisent sur les exploitations minières aux coûts d'exploitations les plus bas, car au prix actuel (60\$ la tonne) seuls trois des dix principaux producteurs sont rentables selon la banque UBS. Certaines exploitations sont ainsi stoppées, ce qui participe à rééquilibrer l'offre sur un marché excédentaire. Toutefois, les surcapacités actuelles ne semblent pas se résorber puisque le taux d'utilisation des capacités de production à l'échelle mondiale s'élève à 68% à fin août 2015⁽⁵⁾, soit un des plus bas historiques.

AMÉRIQUE DU NORD

Le secteur à l'épreuve du ralentissement des investissements pétroliers

Aux Etats-Unis, l'immobilier et l'automobile soutiennent la consommation de métaux. Les ventes de véhicules progressent ainsi de 2,9% à fin août 2015 en moyenne annuelle selon le BEA (tous véhicules). Les ventes de *pickups* et camions légers sont très dynamiques, avec une croissance de plus de 11,3% sur la même période, ce qui tire vers le haut la consommation d'aluminium dont l'utilisation a doublé depuis 2000. Le métal blanc profite également du dynamisme du secteur immobilier dont la substitution au cuivre s'accroît dans la fabrication de câbles électriques. Les permis de construire augmentent de 9,2% aux Etats-Unis à fin août 2015. Cela dit, on observe une baisse de la production d'acier parmi les plus importantes des pays développés (-5,5% sur un an en août 2015 selon le *World Steel Association*), ainsi que celle d'aluminium (-2,7% selon l'*International Aluminium Institute*). En effet, la filière américaine doit faire face aux importations plus compétitives, principalement en provenance de Chine, et à la réduction des investissements dans l'énergie liée à la baisse des prix du pétrole, qui absorbe 10% de la production locale d'acier.

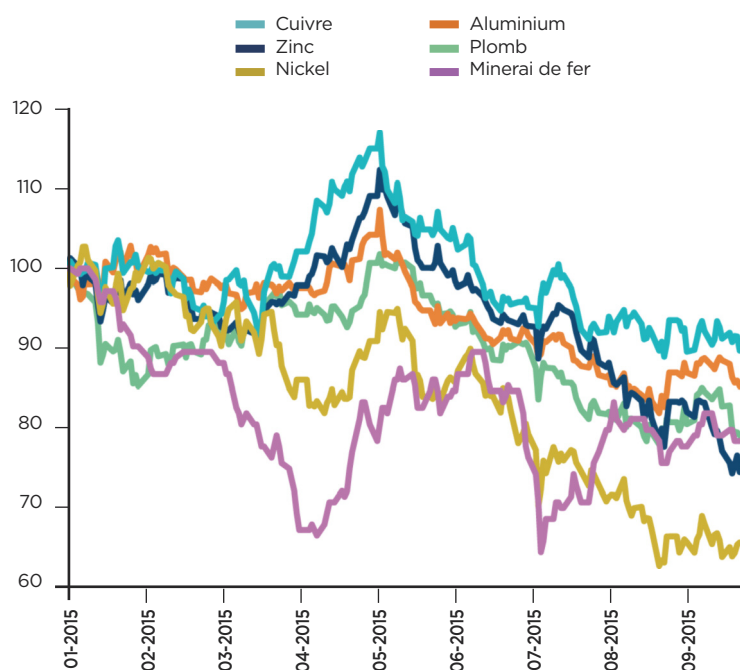
Le risque demeure élevé

ASIE ÉMERGENTE

Persistance de surcapacités

La consommation chinoise d'acier, qui absorbe la moitié de la production mondiale, devrait encore baisser de 0,5% en 2015, soit un recul identique à celui de 2014 selon la *World Steel Association*. Cette baisse a une incidence directe sur la demande de nickel (dont les prix ont diminué de 35% depuis janvier 2015) et en zinc, utilisés pour l'acier inoxydable. Le surinvestissement immobilier en Chine, passant d'une croissance annuelle de 10,5% en 2014 à 3,5% à fin août 2015 selon le bureau national des statistiques chinois, pèse sur les cours des métaux.

Evolution des prix des principaux métaux
(100=janvier 2015)



Source : LME

(4) World Steel Association, « Short Range Outlook 2015 - 2016 », April I 2015.

(5) World Steel Association, « August 2015 crude steel production », September 2015.

D'autre part, la progression des ventes automobiles (tourisme et commercial) se tasse sensiblement (+1,9% en moyenne annuelle à fin août 2015). Ce ralentissement impacte directement les prix du plomb dont 80% est utilisé dans la fabrication de batteries électriques. De plus, après sept années de surcapacités, la Chine déstocke massivement ses batteries, faisant ainsi chuter la production de plomb. A cela s'ajoute la saturation de la production de vélos électriques contrôlée à 90% par la Chine selon le *Electric Bikes World-Wide Report*. La filière du plomb devrait donc rester sous pression, le gouvernement chinois ayant adopté une taxe de 4% sur les batteries au plomb à partir de janvier 2016 pour favoriser le développement de technologies plus avancées comme le lithium-ion. Concernant l'aluminium, la production mondiale reste très dynamique (+8,4% à fin mai 2015 en moyenne annuelle selon l'*International Aluminium Institute*) tirée par celle de la Chine, aux coûts d'exploitation plus faibles (+18% et 54% de la production mondiale) ce qui tire les prix vers le bas. Enfin, les filières du nickel et des terres rares se restructurent. L'Indonésie, premier producteur mondial de nickel brut, a fait le choix depuis janvier 2014 de restreindre ses exportations et de favoriser la fonderie sur son territoire. La demande s'est donc tournée vers d'autres fournisseurs, notamment les Philippines. La Chine réorganise sa production de terres rares (87% de la production mondiale en 2014) autour de six consortiums publics à la suite de la fin des quotas d'exportations en 2015. Les prix internationaux ont convergé vers les prix chinois, affectant les producteurs étrangers.

Le risque demeure très élevé

EUROPE DE L'OUEST

Relance du secteur grâce au dynamisme des ventes automobiles

Après une longue période d'atonie, la consommation d'acier de l'Union européenne (UE) devrait devenir la plus dynamique des pays développés en 2015 (+2,1% d'après *World Steel Association*). Les immatriculations de véhicules neufs en zone euro soutiennent en effet la demande en métaux (particulièrement l'aluminium, l'acier et le plomb) avec une croissance moyenne annuelle de 7,4% à fin août 2015 selon l'ACEA. D'autre part, le secteur immobilier se redresse lentement (notamment en Allemagne et en Espagne), même si les dynamiques restent contrastées d'un pays à l'autre (situation toujours difficile en Italie et en France). Le nombre de permis de construire ne progresse pas à l'échelle de la zone (-5,2% à fin juin en moyenne annuelle selon Eurostat), mais la production industrielle montre des premiers signes de redressement (+1,8% en juillet 2015 par rapport à juillet 2014), soutenant ainsi la consommation de cuivre (1/3 utilisé dans l'immobilier). Adoptée en avril 2015, et mise en place fin août pour six mois par la Commission européenne, une taxe *antidumping* sur les aciers inoxydables en provenance de Chine et de Taïwan doit permettre aux industriels européens de redevenir compétitifs. Car si la consommation a progressé en zone euro, la production a décliné au profit des importations qui ont doublé depuis 2010, déstabilisant ainsi la filière européenne. Enfin, le secteur des métaux profite des réorganisations passées, le taux d'utilisation des capacités de production se redresse à 81,5% au troisième trimestre 2015, soit le niveau le plus haut depuis quatre ans.

Le risque demeure élevé

4

PAPIER-BOIS

La principale cause du déclin de la consommation de papier est due à la concurrence du support électronique. Mais la multiplication par deux de la production industrielle mondiale en vingt ans, tirée par la construction et le commerce de détails, s'est accompagnée d'une surconsommation des ressources naturelles, y compris des forêts. Des considérations réglementaires (RBUE)⁽⁶⁾ et environnementales (mécanismes REDD)⁽⁷⁾ ont dû être intégrées à la gestion de la filière. Cette dernière a également dû faire face à la lenteur de la reprise de la consommation mondiale depuis la crise de 2008. Sans pour

autant retrouver les niveaux de production de 2007, on observe une croissance de la production des produits les plus importants (bois rond industriel, sciages, panneaux dérivés du bois, pâte et papier) à l'échelle mondiale entre 2010 et 2015. Toutefois, la demande a été globalement inférieure à la production en 2014 et devrait l'être en 2015 selon les prévisions de l'UNECE⁽⁸⁾, notamment aux Etats-Unis où il existe un excédent d'offre. Cela se traduit par la baisse des prix du bois aux Etats-Unis, dont la cotation à la bourse de Chicago a chuté de 84% entre février 2013 (pic à 397,8\$ les 4,5 mètres/cubes) et septembre 2015.

(6) Le Règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE) de 2013 vise à empêcher la présence de bois issus de coupes illégales dans tous les États membres de l'UE.

(7) Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts.

(8) UNECE, (United Nations Economic Commission for Europe).

AMÉRIQUE DU NORD

Baisse progressive de la consommation de papier

Les Etats-Unis devraient bénéficier d'une croissance globale dynamique en 2015 (2,5% selon Coface). Le redémarrage du secteur immobilier se confirme aux Etats-Unis, au vu de la performance de l'indice de confiance des promoteurs immobiliers (indice NAHB) de septembre 2015, en hausse pour le cinquième mois consécutif. Cet indice est tiré en partie par la construction de logements privés (+5,4% en juillet 2015 en rythme annualisé). Une évolution favorable aux bois de sciage dont la consommation devrait augmenter en 2015 de 3,1% et la production de 3,5%⁽⁹⁾.

En revanche, la consommation de papier devrait baisser de 0,6 %⁽⁹⁾ en 2015, après avoir déjà diminué de 2% en 2014. Cela explique les perspectives de production à la baisse, pour le papier et carton à -0,35% en 2015.

Le risque demeure moyen

ASIE ÉMERGENTE

Un secteur dynamisé par la transformation à l'export

Dans cette région, la production de bois rond, de sciages et de papier carton a augmenté respectivement de 42%, 85% et 89%, entre 2000 et 2013. Le continent asiatique est en effet depuis 2013 le principal consommateur mondial de papier

et carton (46,1%) et de pâtes à papier (33,2%). En quelques années, la Chine est devenue un acteur incontournable de ce secteur. Malgré tout, le ralentissement de la croissance chinoise en 2015 devrait avoir un impact modéré sur la filière. Si la Chine est le premier importateur de bois rond industriel (36%) et de bois de sciages (21%) en 2013, elle est également le premier exportateur de bois transformé au monde. Pauvres en ressources forestières, les chinois souhaitent préserver leurs propres forêts et importent le bois non-transformé à des conditions relativement favorables. Le bois brut est taxé à hauteur de 8% (grumes), alors que le bois transformé (parquet et meubles) est taxé entre 40% et 100%.

Le risque demeure moyen

EUROPE DE L'OUEST

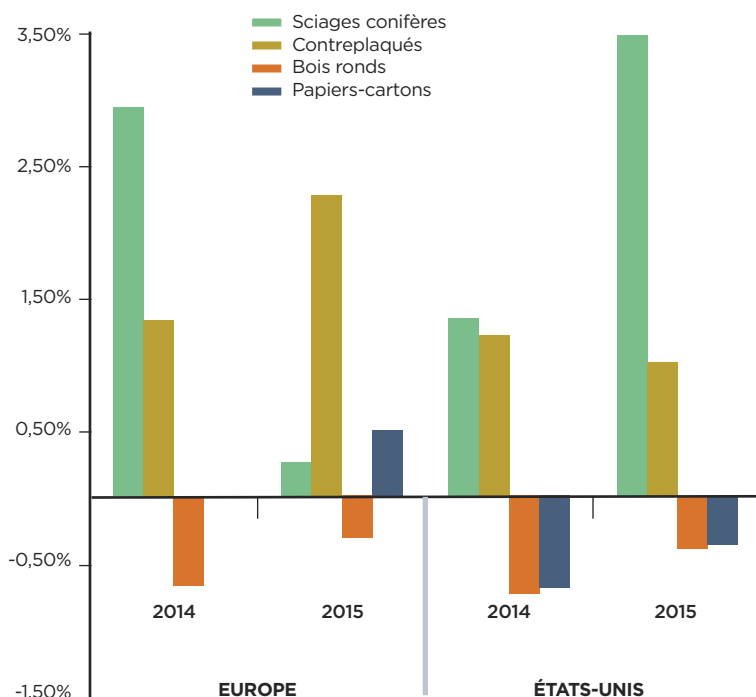
Le secteur du bois en demi-teinte

Après une baisse importante de la consommation de produits forestiers en Europe entre 2011 et 2013, l'analyse des chiffres provisoires 2014 montre une légère amélioration sur un an de la consommation de bois et dérivés. Cette amélioration est notamment tirée par le bois de sciage⁽¹⁰⁾ (+1,7%) et le contreplaqué (+3,6%). Néanmoins, la consommation générale de produits forestiers demeure faible, et devrait le rester en 2015. Les prévisions de croissance de la consommation établies par l'UNECE⁽¹¹⁾ sont proches de 1% pour le sciage et le contreplaqué, et de zéro pour le papier-carton. Si le marché de la construction résidentielle devrait progresser de 1,7% en Europe en 2015 selon Euroconstruct⁽¹²⁾, grâce notamment au dynamisme de la construction neuve (+2,5% en 2015), cette progression ne devrait pas profiter à tous les pays européens. En effet, l'Italie, la Suisse et la France (dont la construction résidentielle baisse de 0,4% en 2015) n'en bénéficieront pas, ce qui pèsera sur leur secteur respectif. Bien que le déficit commercial de l'industrie française du bois soit stable en 2014, il atteint tout de même 5,8 milliards d'euros (selon Agreste), dont les deux tiers proviennent des produits transformés (meubles, sièges en bois et papiers-cartons).

Alors que les perspectives de croissance de la production de bois rond sont négatives aux Etats-Unis et en Europe depuis 2013, la production russe augmente de 2,8% en 2015. Cette croissance est à relativiser avec les volumes produits en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, qui sont environ trois fois supérieurs aux volumes produits en Russie. Si la Russie concentre un quart des ressources forestières de la planète (pays forestier le plus vaste du monde), les niveaux de production sont marginaux actuellement au sein du secteur sylvicole, car les investissements dans le secteur sont très récents.

Le risque demeure élevé

Evolution de la production entre 2014 et 2015 (prévi)
(en %)



Source : CNCED

(9) UNECE, (United Nations Economic Commission for Europe)

(10) Les sciages représentent un peu plus de 40% des utilisations de bois, avec une prédominance des sciages conifères sur les non-conifères (CNUCED).

(11) CNUCED

(12) Euroconstruct (2015), groupe d'étude pour l'analyse de la construction et la réalisation de prévisions

5

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Le volume de données échangées par internet devrait tripler d'ici à 2019 dans le monde⁽¹³⁾, date à laquelle un individu sur deux sera un internaute. La croissance du trafic est soutenue par la démocratisation de son accès (baisse prix des terminaux, développement des infrastructures), mais également par l'accroissement de son utilisation (substitution aux communications voix, vidéos en haute définition, paiement par téléphone mobile). Les deux tiers du trafic passeront alors par le mobile et la vidéo s'octroiera 80% du trafic IP d'ici à 2019 selon Cisco. En Afrique, seulement 16% de la population disposait d'un accès à internet en 2014 selon l'UIT, dont la démocratisation passe essentiellement par l'internet sans fil grâce au déploiement des réseaux 3G/4G ce qui supporte la demande de services mobiles et de *smartphones* (dont les ventes pourraient doubler d'ici 2017 selon Deloitte). Au Kenya par exemple, 30% des flux financiers transitent par la téléphonie mobile. A l'échelle mondiale, c'est la moitié des paiements par mobile qui sont effectués en Afrique. Si la croissance des ventes de *smartphones* ralentira sans doute à moyen terme, d'autres relais apparaissent, dont par exemple et surtout les équipements automobiles grâce à l'essor des appareils connectés implantés dans les véhicules de séries. Face à une saturation des marchés développés, les zones les plus dynamiques sont l'Asie émergente (hors Chine), l'Afrique et le Moyen-Orient. Si Israël, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar surperforment par leurs taux d'équipements élevés, les autres pays de la zone disposent d'un potentiel substantiel. C'est le cas de l'Iran qui pourrait devenir le premier marché du Moyen-Orient pour les souscriptions de 3G/4G d'ici à 2019, selon BMI. Les pays du Golfe devraient, à l'instar de l'UE, adopter la fin de l'itinérance de manière progressive à partir d'avril 2016 jusqu'en avril 2019. Enfin, de manière générale,

on assiste à une convergence fixe/mobile et à une accentuation de la consommation de données en substitution à la voix et aux SMS. Les systèmes de paiements embarqués accroissent également l'utilisation des téléphones mobiles.

AMÉRIQUE DU NORD

Fortes pressions concurrentielles
dans les télécoms

La hausse du dollar a bénéficié aux entreprises d'Amérique du Nord en réduisant le coût des biens importés. Le marché des télécommunications doit affronter une nouvelle concurrence émanant de sociétés de services internet comme Google et Facebook, qui cherchent à accentuer leur taux de couverture d'internet. Ce contexte devrait encore augmenter les pressions concurrentielles sur les télécommunications déjà attaquées sur leurs métiers historiques que sont la voix et la messagerie. Près de 80% des *smartphones* à travers le monde sont équipés d'Android de Google et 15% de l'IOS d'Apple. Toujours dynamique, le secteur des puces demeure très concurrentiel. Le chiffre d'affaires du leader américain, Qualcomm, a baissé de 14% au premier semestre 2015 face à la montée en puissance des puces Samsung. Enfin, l'appétit chinois s'est matérialisé par la tentative d'achat avortée du chinois Tsinghua sur le fabricant américain de carte mémoire Micron. L'offre de 23 milliards de dollars, qui a été rejetée par Micron, aurait pu être la plus importante transaction chinoise aux Etats-Unis.

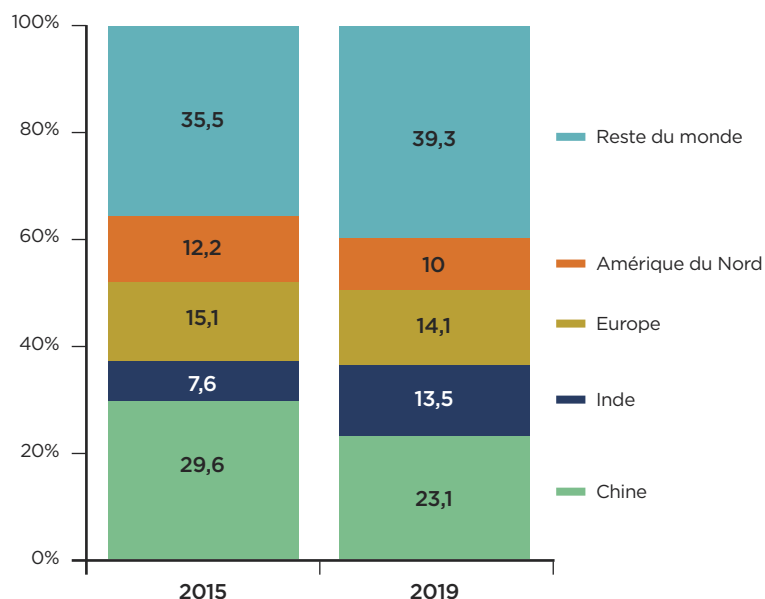
Le risque demeure moyen

ASIE ÉMERGENTE

Ralentissement des ventes en Chine
mais apparitions d'autres relais

L'essor rapide du marché chinois en *smartphones* s'essouffle. Après avoir augmenté de 20% en 2014, leurs ventes ne progresseront que de 1% en 2015, selon l'IDC. Pour pallier cette baisse, la Chine accélère le déploiement de la 4G avec la mise en commun des infrastructures des trois plus grands opérateurs via l'entreprise publique China Tower. Ces investissements soutiennent les dépenses de remplacement de terminaux avec 4G. Les « phablettes » ont le vent en poupe en raison de leur substitution, plus forte que les *smartphones*, aux tablettes et ordinateurs. Le fabricant sud-coréen Samsung confirme sa position de leader au deuxième trimestre 2015, avec une part de marché de 22% dans le monde. Le marché le plus dynamique pour Apple reste la Chine, dont les ventes augmentent de 112% au deuxième trimestre 2015, ce qui témoigne de marges de progression dans le segment haut de gamme pour ce marché pourtant proche de la saturation. Enfin, le fabricant chinois Xiaomi accroît son développement et pointe à troisième place mondiale, notamment en se déployant en Afrique subsaharienne en septembre 2015 et poursuivant son développement en Inde.

Le risque demeure moyen

Répartition des prévisions de ventes de *smartphones*

Source : IDC

(13) CNUCED

EUROPE DE L'OUEST**Demande soutenue grâce à une consommation privée plus vigoureuse**

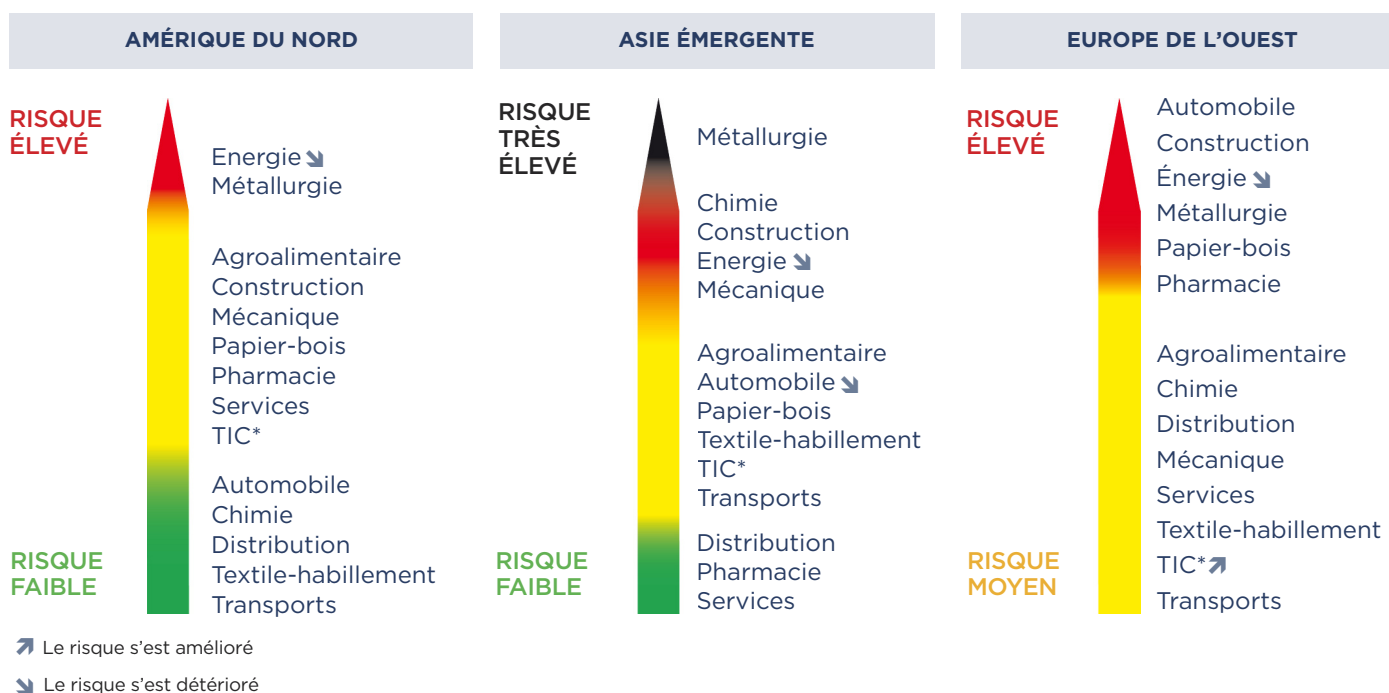
La baisse des coûts de connexion perdure dans un contexte de concentration du marché. C'est particulièrement le cas en UE depuis 2012 (Altice et SFR en France ainsi que Wind et 3 Italia en Italie). La fin progressive de l'itinérance démarra en janvier 2016. Le coût des appels reçus depuis un pays étranger deviendra, quant à lui, nul dès juillet 2017. Sur ce marché, la saturation des ventes de *smartphones* semble se poursuivre avec un taux d'équipement élevé. Notons que le marché des ordinateurs personnels et celui des tablettes se contractent au profit des *smartphones* à large écran (« phablettes ») et aux capacités croissantes. Par ailleurs, la consommation de vidéos participe en grande partie

au développement du trafic internet. La croissance de la société américaine Netflix témoigne ainsi des nouvelles habitudes de consommation de l'audiovisuel à la demande. Au Royaume-Uni, dont le taux de couverture internet a toujours devancé celui des autres pays de l'UE, 20% des ménages disposent d'un abonnement payant pour les vidéos à la demande, un marché soutenu par l'essor des télé connectées. En outre, les perspectives de développement des services de stockages en ligne demeurent bien orientées. Dans l'UE, les services de *cloud* sont, selon Eurostat, utilisés en 2014 par un tiers des ménages mais par seulement 19% des entreprises. Les équipements électroniques profiteront d'une meilleure orientation de la demande domestique en Europe.

Le risque se réduit et devient moyen

Évaluation du risque sectoriel

Hiérarchie des secteurs



* Technologie de l'information et de la télécommunication

RESERVE

Le présent document reflète l'opinion de la direction de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

Photo : © Fotolia - Maquette : Les éditions stratégiques

COFACE SA

1, place Costes et Bellonte
92270 Bois-Colombes
France
www.coface.fr